

**Sujet :** [INTERNET] Remarque au commissaire enquêteur / hameau du Plan de Brey/ CONTRE LE PROJET

**De :** > plandebrey (par Internet) <

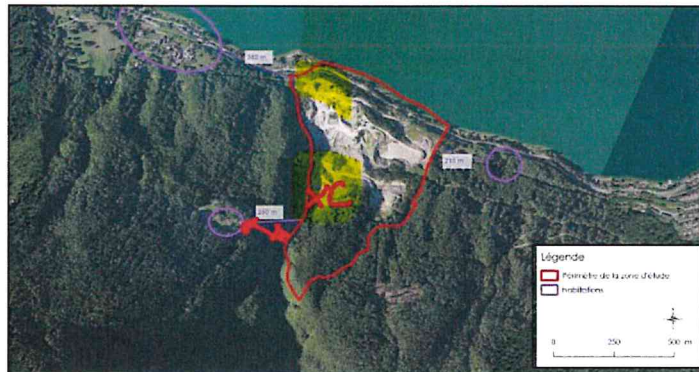
**Date :** 26/11/2023 à 11:45

**Pour :** "- DDPP 74/PAIC" <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

Madame,

Nous venons par la présente, vous faire nos remarques suivantes:

-1 Notre hameau se situe à moins de 200m du point le plus proche du projet-  
En ce, il mérite une attention toute particulière , cf plan de situation:



Localisation des habitations les plus proches de la zone d'étude

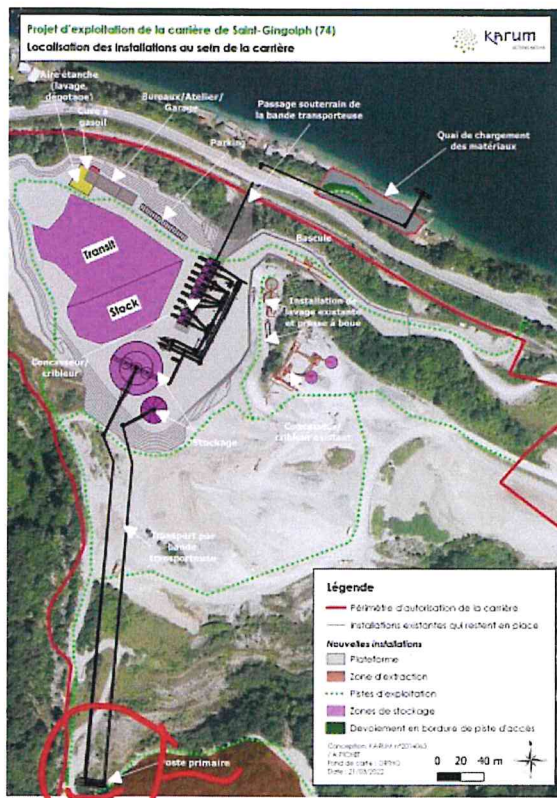
Le niveau des vibrations associé résulte de plusieurs facteurs :

- > La nature des explosifs (adaptée aux conditions du terrain),
- > La charge des explosifs (adaptée aux conditions du terrain),
- > Le dispositif d'amorçage et la séquence des détonations (plan de tir adapté selon les conditions de terrain),
- > La distance du lieu d'explosion,
- > La nature des terrains traversés,
- > Le couple vitesse-fréquence.

Les vibrations mécaniques peuvent avoir des effets et conséquences sur :

- > Les constructions (bâtiment, relais hertziens...),
- > Les personnes et le cadre de vie,
- > La sécurité (chute de blocs...),

-2 Le groupe primaire de concassage, avec son gros concasseur à machoir se situe en partie sommitale du site , sous la barre rocheuse, pratiquement sous nos oreilles- Avec un effet de ricochet du bruit, amplifié par l'écho de la montagne, cf plan de situation au dossier :



-3 Ce positionnement va à l'encontre d'un multiple engagement du pétitionnaire de positionner l'ENSEMBLE de ses installations sur une plateforme abaissée derrière le merlon SNCF-

Est-il besoin de rappeler les engagements CONTRACTUELS ET OBLIGATOIRES du pétitionnaire. Nous allons tout de même les amener au débat, de façon factuel :

Consciente de l'enjeu, la société CHB, accompagnée du bureau d'étude Karum, propose plusieurs dispositions paysagères évoquées ce jour :

- la préservation d'un cordon boisé à la couture entre site actuel et site futur d'exploitation : il agrandira la zone reprofilée en cours de reconquête végétale ;
- l'exploitation en creux derrière ce cordon de protection, et progressive au fil du temps ;
- le reprofilage et la replantation forestière des zones exploitées à l'aval, au fur et à mesure de l'avancée du front de taille vers l'amont ;
- la préservation de 10 m de rive boisée du torrent de la Chéniaz ;
- la remise en zone N et classement EBC de 5ha en rive opposée du torrent de la Chéniaz, actuellement identifiés au PLU comme exploitable pour la carrière ;
- le surbaissement, d'une dizaine de mètres en altitude, du site actuel de traitement des matériaux extraits, qui sera aussi le site de traitement futur : de façon à rendre les installations non visibles depuis l'extérieur et notamment depuis le lac ;
- le transport des granulats par tapis roulant discret jusqu'au bord du lac, passant sous la voie ferrée (passage existant) et sous la route (forage) jusqu'à l'appontement permettant le transport par bateau et limitant d'autant le transport par camions et ses nuisances (1 bateau = 20 à 25 camions, objectif de 75% environ de transport des granulats par bateau, possibilité de double fret avec apport de matériaux inertes de remblaiement, remontée du lac vers la carrière par tapis roulant à étudier) ;
- la replantation finale de toute la zone de carrière, à l'exception du front de taille amont, traité comme falaise.

Le déplacement de la zone d'extraction vers l'amont permettra de préserver la ripisylve en bordure du ruisseau de la Chienaz et de masquer le site sur sa limite ouest.

Les installations de traitement des matériaux seront maintenues sur le carreau d'exploitation qui les accueille actuellement et resteront donc imperceptibles depuis le lac. De plus, un merlon boisé viendra renforcer l'écran existant en prolongement du talus séparant la carrière de la voie ferrée.

Un aménagement à vocation pédagogique et de détente est envisagé en bord du lac. Il faudra veiller à la plus grande sobriété de cet aménagement qui s'inscrira dans la bande des 100 mètres. Les différentes constructions actuelles présentes au bord du lac seront démontées dès le début de l'exploitation. Des plantations d'espèces arborées seront réalisées afin de recréer une rive boisée comme c'est le cas aux alentours.

Les photographies ci-dessous permettent d'avoir une vision zoomée sur la zone de changement d'ordre avant, pendant et après la mise en place du projet.



#### PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES DU 6 NOVEMBRE 2015

##### FORMATION SPECIALISEE « SITES ET PAYSAGES »

#### 6. Projet de déplacement de la zone d'extraction et de remise en état de la carrière de la Chenilla - Déclassement des espaces boisés au titre de la loi littoral (art. L.146-6) commune de St Gingolph

Demandeur : Commune de Saint Gingolph pour la carrière « la Chenilla » exploitée par la société CHB

Rapporteur : M. LEGRET, direction départementale des territoires

\*\*\*\*\*

M. Legret présente son rapport et propose à la commission d'émettre au titre de l'article L.146-6 du code de l'urbanisme, un avis favorable au déclassement de 10ha d'espaces boisés au sud de l'exploitation et au classement de 4,5 ha à l'ouest de l'exploitation de la carrière.

M. le préfet estime qu'il s'agit d'un beau projet. D'un niveau d'exigence très élevé car il se déploie sur l'échelle d'une génération. Les cabanes disparaissent, c'est un élément majeur dont il faut prendre compte. Nous sommes dans un site fragile nous sommes dans la bande littorale de 5 mètres. Il faudra veiller à ce que les termes du projet soient respectés.

M. Brion demande où se situe le stockage des matériaux et leur traitement.

M. Legret répond que ces installations et stockages se situent derrière le cordon boisé et que le carreau de la carrière n'est pas visible.

Depuis le Lac Léman



Perception du site depuis le Lac Léman - KARUM

Depuis la surface du lac, la perception de la carrière est la plus sensible. En effet, ce point de vue permet d'avoir le recul nécessaire pour avoir une visibilité frontale de la carrière. Celle-ci constitue une interruption dans la continuité boisée de l'ubac du Pic de Blanchard. Cependant les installations de traitement des matériaux ne sont pas perceptibles car masquées par un merlon en continuité avec le talus boisé qui sépare la carrière de la voie ferrée.

CHB  
Projet de déplacement de la zone d'extraction et de remise en état coordonnée de la carrière de la Chenilla  
Évaluation environnementale de la déclaration de projet  
KARUM – N°2014063

Page 140



Localisation des habitations les plus proches de la zone d'étude

Le niveau des vibrations associé résulte de plusieurs facteurs :

- > La nature des explosifs (adaptée aux conditions du terrain),
- > La charge des explosifs (adaptée aux conditions du terrain),
- > Le dispositif d'amorçage et la séquence des détonations (plan de tir adapté selon les conditions de terrain),
- > La distance du lieu d'explosion,
- > La nature des terrains traversés,
- > Le couple vitesse-fréquence.

Les vibrations mécaniques peuvent avoir des effets et conséquences sur :

- > Les constructions (bâtiment, relais hertziens...),
- > Les personnes et le cadre de vie,
- > La sécurité (chute de blocs...).

CHB  
Projet de déplacement de la zone d'extraction et de remise en état coordonnée de la carrière de la Chenilla  
Évaluation environnementale de la déclaration de projet  
KARUM – N°2014063

Page 140

THEMATIQUES	ECHELLE	DESCRIPTION DE L'EFFET	EVALUATION DU NIVEAU D'IMPACT
Paysage	Territoriale	Création d'une discontinuité dans le versant boisé du Pic de Blanchard perceptible depuis le lac Léman : effet de focalisation ou de mise en minorité	MOYEN à FORT
	Locale	Impact visuel de la partie basse de la carrière résorbé par la remise en état (remblaiement et végétalisation)	POSITIF
		Ecran visuel préservé en limite ouest par le maintien de la ripisylve du ruisseau de la Chéniaz	
		Maintien de l'absence de perception des installations de traitement des matériaux présentes sur le carreau d'exploitation et masquées par un merlon boisé	
		Aménagement d'une zone de chargement des matériaux (sur barges et chalands) en bord de lac	MOYEN à FORT
		Aménagement de l'infrastructure d'acheminement des matériaux jusqu'au lac	MOYEN à FORT

CHB  
Projet de déplacement de la zone d'extraction et de remise en état coordonnée de la carrière de la Chéniaz  
Evaluation environnementale de la déclaration de projet  
KARUM - N°2014063

Page 135

-4 Nous avons constaté que lors de la construction de la Via Rhona les 2/3 de l'espace boisé du dit merlon ont été défrichés, d'ailleurs en l'absence de toute demande et autorisation de défrichement, ne respectant pas l'engagement du maintien inconditionnel de la zone boisée de celui-ci.

-5 En fait, aucun engagement de base n'est respecté. Cela n'augure pas de bonnes choses sur le reste du dossier. La présentation des pièces au dossier est confuse, modifiée et abondée tout au long de l'enquête. Est-ce bien légal ?

6- Dans le même registre se pose l'énigme de l'accès dédié à l'exploitation. Les explications varient en fonction de ce qu'on voudrait bien entendre. Dans l'engagement de base nous avons la version suivante:

#### Accès à la nouvelle zone d'exploitation

L'accès à la nouvelle zone d'exploitation est envisagé à l'Est du projet (cf. figures précédentes). Cette piste nécessaire aux exploitants forestiers (donc située à l'extérieur du périmètre d'exploitation envisagé) permettra également d'accéder à la partie sommitale de la carrière. Son tracé exact reste toutefois à être précisé.

#### Exploitation des matériaux

### 2.8 - UN PROJET PERMETTANT D'OPTIMISER L'EXPLOITATION FORESTIERE

Les pistes qui seront aménagées pour l'exploitation de la carrière pourront être utilisées par les exploitants forestiers et ainsi faciliter l'accès à des zones montagneuses aujourd'hui inexploitées.

Ce projet permettra donc l'optimisation de l'exploitation forestière, essentielle à la pérennité de la société d'exploitation : la société Bourgeoisiale (cf. courrier de soutien du président la société Bourgeoisiale figurant en annexe).

En fait, ces explications sont basées sur l'alibi de la piste forestière qui permet d'échapper à une demande en bonne et dû forme de défrichement en zone boisée classée soumise à

restrictions de la loi littorale .

Vous conviendrez, Madame la commissaire enquêtrice que cela fait beaucoup d'engagements non respectés qui créent une grande suspicion sur cet énorme dossier.

C'est pourquoi **nous ne sommes pas favorable (Contre)** à ce dossier et qu'il faudrait qu'il soit totalement refait afin de répondre au premier degré des engagements de base qui ont conduit au déclassement de l'espace boisé, selon les propres mots de Monsieur Le Préfet :

service aménagement, risques

---

**5. Conclusion**

Le projet a globalement bien pris en compte la question essentielle du paysage.

Il est donc proposé à la commission d'émettre, au titre de l'article L. 146-6 du code de l'urbanisme, un avis favorable au déclassement de 10ha d'espaces boisés au sud de l'exploitation et au classement de 4,5 ha à l'ouest de l'exploitation.

Si, la commission donne un avis favorable, alors les procédures pourraient continuer à se dérouler, notamment la déclaration de projet :

- l'évaluation environnementale pourra être complétée sur le volet des inventaires faune et flore (sur les saisons manquantes),
- lorsque ce volet sera complété, l'autorité environnementale sera alors saisie,
- une réunion d'examen conjoint sur le dossier de mise en compatibilité du PLU sera organisée par la commune avant enquête publique,
- la décision de mise en compatibilité du PLU pourra être prononcée. Dès lors que le PLU permettra le projet d'extension de la carrière, le dossier ICPE pour l'autorisation carrière pourra être constitué et soumis à la CDNPS en formation carrières,
- il conviendra de veiller dans tous les actes et les aménagements au respect des principes d'aménagements paysagers qui ont été présentés. La DDT et son paysagiste conseil seront associés aux différentes phases.

Le directeur départemental des Territoires

Thierry ALEXANDRE

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE,  
DES PAYSAGES ET DES SITES DU 6 NOVEMBRE 2016**

**FORMATION SPECIALISEE « SITES ET PAYSAGES »**

**6. Projet de déplacement de la zone d'extraction et de remise en état de la carrière de la Chenilla - Déclassement des espaces boisés au titre de la loi littoral (art. L.146-6) commune de St Gingolph**

**Demandeur :** Commune de Saint Gingolph pour la carrière « la Chenilla » exploitée par la société CHB

**Rapporteur :** M. LEGRET, direction départementale des territoires

\*\*\*\*\*

M. Legret présente son rapport et propose à la commission d'émettre au titre de l'article L.146-6 du code de l'urbanisme, un avis favorable au déclassement de 10ha d'espaces boisés au sud de l'exploitation et au classement de 4,5 ha à l'ouest de l'exploitation de la carrière.

M. le préfet estime qu'il s'agit d'un beau projet. D'un niveau d'exigence très élevé car il se déploie sur l'échelle d'une génération.

Les cabanes disparaissent, c'est un élément majeur dont il faut prendre compte. Nous sommes dans un site fragile nous sommes dans la bande littorale de 5 mètres. Il faudra veiller à ce que les termes du projet soient respectés.

M. Brion demande où se situe le stockage des matériaux et leur traitement.

M. Legret répond que ces installations et stockages se situent derrière le cordon boisé et que le carreau de la carrière n'est pas visible.

Salutations distinguées.

Le hameau du Plan de Brey.